

**CONVENTION RELATIVE À L'ORGANISATION DES PERIODES D'OBSERVATION
EN MILIEU PROFESSIONNEL**

Cette convention est établie en application des dispositions des articles L124-3-1, L332-3-1 et L332-3-2 du code de l'éducation et de l'article L.4153-1 du code du travail, offrant la possibilité :

- aux jeunes des deux derniers niveaux d'enseignement des collèges ou aux jeunes des lycées de réaliser des périodes d'observation en entreprise d'une durée maximale d'une semaine durant les vacances scolaires ;
- aux étudiants de l'enseignement supérieur de réaliser des périodes d'observation en entreprise d'une durée maximale d'une semaine, en dehors des semaines réservées aux cours et au contrôle de connaissances.

La convention doit être établie, signée par toutes les parties et visée par la Chambre de Commerce et d'Industrie avant le démarrage de la période d'observation. Sans visa, la convention ne pourra être exécutée.

Entre

D'une part, **L'ENTREPRISE**

SIRET
RAISON SOCIALE
ADRESSE
TELEPHONE MAIL

Représentée par

Monsieur Madame NOM PRENOM
En qualité de

et

D'autre part, **LE JEUNE**

Monsieur Madame NOM PRENOM
DATE DE NAISSANCE
ADRESSE
TELEPHONE MAIL
STATUT Collégien Lycéen Etudiant

et

Si ce dernier est mineur ou majeur protégé, **LE REPRESENTANT LEGAL**

Monsieur Madame NOM PRENOM
ADRESSE
TELEPHONE MAIL
Agissant en qualité de : Père Mère Tuteur / Curateur / Mandataire spécial

Il a été convenu ce qui suit :

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet la mise en œuvre d'une période d'observation en milieu professionnel, au bénéfice du jeune ci-dessus désigné.

Article 2 – Modalités particulières

Les objectifs et les modalités de la période d'observation sont consignés dans l'annexe pédagogique.

Les modalités de prise en charge des frais afférents à cette période ainsi que les modalités d'assurances sont définies dans l'annexe financière.

Article 3 – Organisation

L'organisation de la période d'observation est déterminée d'un commun accord entre les parties ci-dessus désignées, avec le concours de la Chambre de Commerce et d'Industrie de

Article 4 – Conditions financières

Durant la période d'observation en milieu professionnel, le jeune ne peut prétendre à aucune rémunération ou gratification de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil.

Le visa de la présente convention ne donne lieu à aucune facturation de la part de la Chambre de Commerce et d'Industrie.

Article 5 – Activité

Durant la période d'observation, le jeune participe à des activités de l'entreprise, en liaison avec les objectifs précisés dans l'annexe pédagogique, sous le contrôle des personnels responsables de leur encadrement en milieu professionnel. Il est soumis aux règles générales en vigueur dans l'entreprise ou l'organisme d'accueil, notamment en matière de santé, sécurité, d'horaires et de discipline. Le jeune est tenu au respect du secret professionnel.

De même, les parties signataires de la convention s'engagent à mettre en œuvre et respecter les consignes publiées par les services de l'Etat, notamment pour exemple celles concernant les mesures de prévention des risques de contamination en matière sanitaire.

En application des articles L 4153-8 et D 4153-15 et suivants du code du travail, relatif aux travaux interdits et réglementés, le jeune, s'il est mineur, ne peut accéder aux machines, appareils ou produits dont l'usage est proscrit aux mineurs. Il ne peut ni procéder à des manœuvres ou manipulations sur d'autres machines, produits ou appareils de production, ni effectuer les travaux légers autorisés aux mineurs par le même code.

Article 6 – Responsabilités

Le chef d'entreprise prend les dispositions nécessaires pour garantir sa responsabilité civile chaque fois qu'elle sera engagée (en application de l'article 1242 du code civil) :

- soit en souscrivant une assurance particulière garantissant sa responsabilité civile en cas de faute imputable à l'entreprise ;
- soit en ajoutant à son contrat déjà souscrit "responsabilité civile entreprise" ou "responsabilité civile professionnelle" un avenant relatif à l'accueil du jeune, si ce risque n'est pas déjà couvert.

Une assurance couvrant la responsabilité civile du jeune est contractée par son représentant légal, ou le jeune lui-même s'il est majeur ou émancipé, pour les dommages qu'il pourrait causer ou subir pendant la période d'observation en milieu professionnel, ainsi qu'en dehors de l'entreprise, ou sur le trajet menant, soit au lieu où se déroule la période d'observation, soit au domicile.

Article 7 – Accident

En cas d'accident survenant au jeune, soit en milieu professionnel, soit au cours du trajet, le responsable de l'entreprise, le responsable légal du jeune, ou directement le jeune s'il est assuré à son nom, déclarent l'accident à leurs assureurs respectifs dans les délais contractuels et s'engagent à adresser, pour information, la déclaration d'accident au référent de la Chambre de Commerce et d'Industrie de désigné en annexe.

Article 8 – Difficultés

Le chef d’entreprise, les parents ou le représentant légal du jeune si celui-ci est mineur, ou le jeune directement si celui-ci est majeur, ainsi que le référent de la Chambre de Commerce et d’Industrie de désigné en annexe, se tiendront mutuellement informés des difficultés qui pourraient naître de l’application de la présente convention et prendront, d’un commun accord les dispositions propres à les résoudre notamment en cas de manquement à la discipline.

Les difficultés qui pourraient être rencontrées lors de toute période en milieu professionnel et notamment toute absence du jeune, seront aussitôt portées à la connaissance du référent de la Chambre de Commerce et d’Industrie de désigné en annexe.

Article 9 – Durée

La présente convention est signée pour la durée de la période d’observation en milieu professionnel, qui ne peut dépasser une semaine.

Article 10 - Protection des données personnelles

Les données personnelles recueillies via ce formulaire font l'objet, par le Responsable de traitement représenté par la Chambre de Commerce et d’Industrie de d'un traitement informatisé et/ou papier destiné à l’établissement de la convention de stage et à des fins statistiques, et sont conservées pendant une durée de cinq ans. Aucune information personnelle n'est cédée à quelconque tiers.

Conformément à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement Général sur la Protection des Données, vous pouvez accéder aux données à caractère personnel vous concernant, les faire rectifier ou effacer après le délai de prescription de la fin de la convention. Vous disposez également du droit de limitation, de portabilité, et le cas échéant, d’opposition du traitement de vos données. Pour exercer vos droits, vous pouvez contacter le DPO (Délégué à la Protection des données personnelles) de la Chambre de Commerce et d’Industrie concernée par mail à dpo@morbihan.cci.fr, en précisant la mention « Mini-Stage ». La politique de protection des données personnelles de la CCI est détaillée dans sa charte sur son site internet.

TITRE II - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

A - Annexe pédagogique

1 - Responsable de l’accueil en milieu professionnel :

Monsieur Madame
 NOM PRENOM
 QUALITE

2 - Référent de la Chambre de Commerce et d’Industrie de chargé de suivre le déroulement de période d’observation en milieu professionnel :

Monsieur Madame
 NOM PRENOM
 QUALITE

3 - Dates de la période d’observation en milieu professionnel :

Du / / au / /

4 - Horaires journaliers du jeune (matin / après-midi)

Lundi : de à et de à Jeudi : de à et de à
 Mardi : de à et de à Vendredi : de à et de à
 Mercredi : de à et de à Samedi : de à et de à

NB : La durée de la présence hebdomadaire des jeunes en milieu professionnel ne peut excéder 30 heures pour les jeunes de moins de 15 ans et 35 heures pour les jeunes de 15 ans et plus répartis sur 5 jours.

5 – Déroulement de la période d’observation

Objectifs assignés à la période d’observation en milieu professionnel

.....
.....
.....

Modalités de la concertation qui sera assurée pour organiser la préparation, contrôler le déroulement de la période d’observation :

.....
.....
.....

Activités prévues :

.....
.....
.....

B - Annexe financière

1 – Hébergement : Oui Non

Si oui, précisez :

2 – Restauration : Oui Non

Si oui, précisez :

3 – Transport Oui Non

Si oui, précisez :

4 - Assurances

- *Pour l’entreprise* :
Compagnie d’assurance Numéro de police
- *Pour le responsable légal du jeune ou directement le jeune s’il est assuré à son nom* :
Compagnie d’assurance Numéro de police

SIGNATURES

Fait le / / en exemplaires

Pour l’entreprise (signatures et cachet)

Le représentant légal

Le responsable de l’accueil en milieu professionnel

Pour le jeune (signatures)

Le jeune

Le représentant légal (jeune mineur ou majeur protégé)

Pour la Chambre de Commerce et d’Industrie de (signature et cachet)

Vu et pris connaissance le / / par le référent de la Chambre de Commerce et d’Industrie susvisée

CCI Morbihan - 141 rue du Commerce - CS 82605 - 56011 Vannes
Cedex Tél. 02 97 02 40 00 - mél. apprentissage@morbihan.cci.fr